

Contexte économique de l'année 2022 : la reprise en France et en Europe contrecarrée par un surcroît d'inflation

L'invasion de l'Ukraine par la Russie débutée en février 2022 a entraîné un surcroît d'inflation, qui est venu contrecarrer la croissance de l'Union européenne, après la reprise post-crise sanitaire en 2021 (+3,4 % en 2022 contre +5,7 % en 2021). Déjà présente fin 2021, l'inflation s'est accentuée dans tous les pays d'Europe (9,2 % en moyenne en 2022), tirée par le prix de l'énergie et des matières premières. Les politiques engagées pour combattre la hausse des prix et protéger les ménages ont continué de creuser les déficits publics. Parmi les pays d'Europe du Nord-Ouest, la France est celui où la dette publique a le plus progressé. Celle-ci représente 112 % du PIB en 2022. Le marché de l'emploi reste toutefois dynamique en Europe, avec un taux de chômage qui continue de baisser.

Un essoufflement de la croissance et une inflation record à la suite de l'invasion de l'Ukraine en février 2022

Le déclenchement de la guerre en Ukraine, en créant des pénuries et des ruptures d'approvisionnement, a entraîné une hausse des prix de l'énergie et des matières premières (Grekou, Carl, *et al.*, 2022). Ces bouleversements ont accentué la tendance inflationniste qui prévalait depuis la sortie de la crise sanitaire en France et en Europe. Le taux d'inflation moyen de l'Union européenne (UE) des 27 (UE-27), mesuré par l'**indice des prix à la consommation harmonisé** (ICPH), atteint 9,2 % en moyenne en 2022, en forte hausse par rapport à 2021 (2,9 %). Les pays d'Europe de l'Est, très dépendants de la Russie pour leur approvisionnement en gaz, sont particulièrement affectés par cette hausse des prix (Korosteleva, 2022). Parmi eux, les pays baltes sont les plus affectés : l'inflation atteint ainsi 17,2 % en Lettonie, 18,9 % en Lituanie et 19,4 % en Estonie (*carte 1*).

En Europe du Nord-Ouest, ce sont les Pays-Bas qui sont les plus concernés par l'inflation : elle est de 11,4 % en 2022, contre 8,7 % en Allemagne et 5,9 % en France, pays qui présente le taux d'inflation le plus bas de l'Union européenne. Cette situation plus favorable s'explique par un mix énergétique

plus avantageux et par les effets des mesures de contrôle des prix mises en place par le gouvernement français (Bourgeois, *et al.*, 2022).

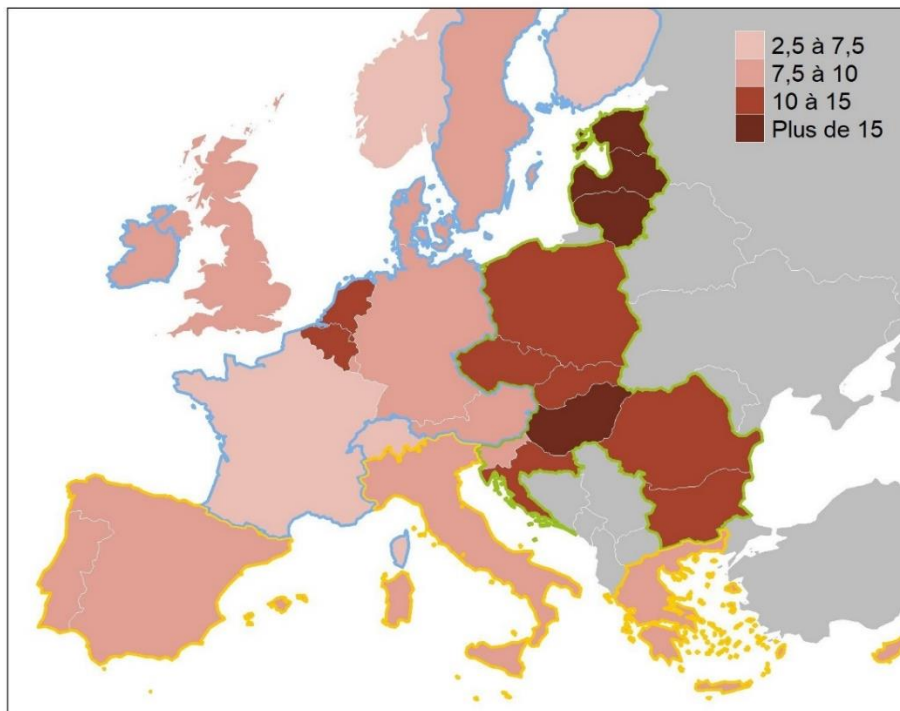
La reprise économique en sortie de crise sanitaire s'est poursuivie à un rythme sensiblement plus lent en 2022 : le **produit intérieur brut** (PIB) de l'Union européenne augmente ainsi de 3,4 %, après une hausse de 5,7 % en 2021 (*graphique 1*). L'essoufflement est particulièrement marqué en Europe du Nord-Ouest, où la croissance passe sous la barre des 3 %. La croissance française (2,5 %) est proche de la moyenne de l'Europe du Nord-Ouest, mais elle dépasse celle de l'Allemagne et de la Finlande. Elle est sensiblement inférieure à celle du Royaume-Uni (+4,3%).

Entre 2019 et 2022, du fait de la crise sanitaire, l'économie française a stagné (croissance de 0,8 %). L'Allemagne ne fait guère mieux (+1 %). L'Europe du Sud a vu son PIB ne progresser que de 1,7 %. La croissance est même nulle pour l'Espagne entre 2019 et 2022. En revanche, l'activité a largement dépassé son niveau d'avant crise dans l'Europe de l'Est : son PIB croît de 7 % en 2022 par rapport à 2019.



Carte 1 Taux d'inflation en Europe en 2022

En %

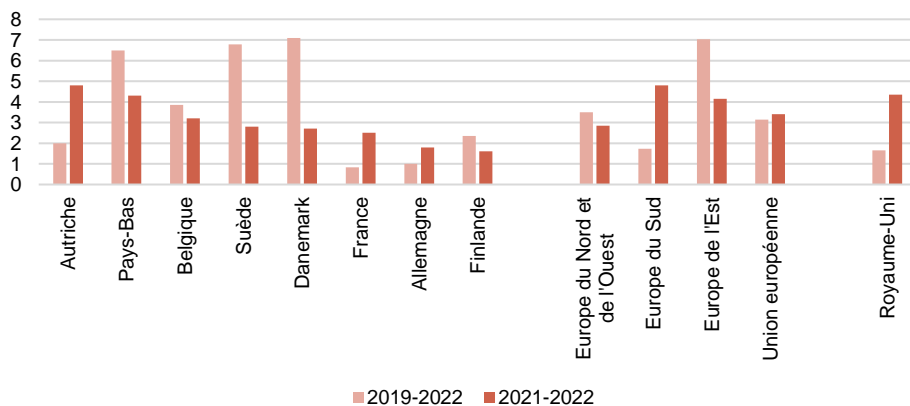


Note > Les pays ont été regroupés par zone géographique : Europe du Nord et de l'Ouest (en bleu), Europe de l'Est (en vert), Europe du Sud (en jaune).

Source > Eurostat, Office for National Statistics (RU).

Graphique 1 Évolution du PIB entre 2019 et 2022

En volume en %



Note > Les régions d'Europe présentées sur ce graphique sont détaillées sur la carte 1.

Lecture > Parmi les pays d'Europe du Nord et de l'Ouest, le PIB a augmenté de 2,8 % entre 2021 et 2022 et de 3,5 % au total entre 2019 et 2022.

Source > Eurostat, Office for National Statistics (RU).



Contexte économique de l'année 2022 : la reprise en France et en Europe contrecarrée par un surcroît d'inflation

L'Europe du Nord-Ouest compte les PIB par habitant, exprimés en parité de pouvoir d'achat (PPA), les plus élevés de l'UE-27. Irlande et Luxembourg mis à part, ce sont le Danemark et les Pays-Bas qui présentent le PIB par habitant le plus élevé, avec respectivement 1,37 et 1,29 fois le niveau moyen de l'UE en 2022 (graphique 2). Avec un PIB par habitant proche de celui de l'UE, la France se situe à l'extrémité basse des pays de la zone nord-ouest et est proche de certains pays d'Europe du Sud comme Malte ou l'Italie. La France se situe à un niveau comparable à celui du Royaume-Uni et environ 15 % en deçà de celui de l'Allemagne.

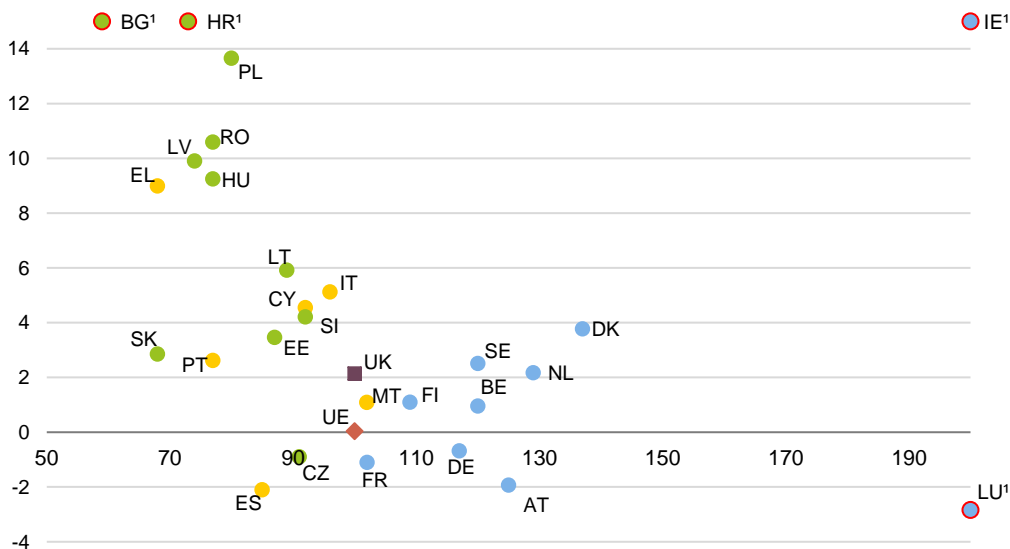
Les pays d'Europe de l'Est, notamment la Bulgarie, présentent les PIB par habitant les plus faibles de l'UE, tout comme la Grèce.

Malgré la crise sanitaire, les pays d'Europe de l'Est ont continué leur rattrapage économique. Ainsi, la Croatie et la Bulgarie ont vu leur PIB par habitant augmenter d'un peu plus de 20 % entre 2019 et 2022. Pour la Pologne, la hausse est de quasiment 14 %.

La France, l'Autriche, la République tchèque, l'Allemagne, le Luxembourg et l'Espagne sont les seuls pays de l'UE à avoir vu leur PIB par habitant baisser entre 2019 et 2022.

Graphique 2 PIB par habitant (2022) et son évolution entre 2019 et 2022

PIB par habitant en standard de pouvoir d'achat, indice base 100 pour l'Union européenne (axe vertical)
Évolution du PIB par habitant en % (axe horizontal)



Voir l'annexe 5 pour la liste des sigles utilisés.

1. Évolution du PIB par habitant 2019-2022 : Bulgarie (21,7 %), Croatie (21,5 %), Irlande (24,9 %) ; PIB par habitant, 2022 : Bulgarie (59 euros exprimés en parité de pouvoir d'achat [PPA]), Croatie (73 euros PPA), Irlande (233 euros PPA), Luxembourg (264 euros PPA).

Note > Les pays ont été regroupés par zone géographique : Europe du Nord et de l'Ouest (en bleu), Europe de l'Est (en vert), Europe du Sud (en jaune).

Lecture > En France en 2022, le PIB par habitant en standard de pouvoir d'achat (SPA) est de 102. Le PIB par habitant a diminué de 1,1 % entre 2019 et 2022.

Sources > Eurostat, Office for National Statistics (RU), IMF World Economic Outlook April 2023.



La fin des restrictions de déplacement et l'invasion de l'Ukraine entraînent une hausse des mouvements de population en Europe en 2022

La crise sanitaire du Covid-19 a conduit les pays européens à limiter les entrées sur leur territoire en 2020 et en 2021 (Quaglia, *et al.*, 2023). La levée progressive des restrictions en Europe, ainsi que l'invasion de l'Ukraine par la Russie en février 2022, ont entraîné des déplacements de population conséquents dans la région (Karasapan, 2022). En décembre 2022, l'Union européenne recensait 3,7 millions de réfugiés ukrainiens bénéficiant de protections temporaires (données Eurostat). Leur répartition diffère selon les zones géographiques considérées. En Europe de l'Est, les réfugiés ukrainiens représentaient, en décembre 2022, 1,5 % de la population totale, contre 0,8 % pour l'Union européenne dans son ensemble. La République tchèque, l'Estonie et la Pologne, avec respectivement 4,0 %, 2,8 % et 2,6 % de réfugiés ukrainiens recensés dans leur population fin 2022, sont les plus concernés par les déplacements de population causés par la guerre. En Europe de l'Ouest (0,9 % de bénéficiaires de protections temporaires d'origine ukrainienne dans la population), c'est l'Irlande (1,4 %) et l'Allemagne (1,1 %) qui accueillent la part la plus grande de réfugiés au regard de leur population. Avec un taux de bénéficiaires ukrainiens dans la population de 0,1 %, la France se place au dernier rang des pays de l'UE-27.

Les déficits publics élevés continuent de creuser la dette des pays européens

En 2022, la situation budgétaire de la majorité des pays européens demeure dégradée, dans la continuité de la dynamique engagée en 2021. Alors que la fin progressive des dispositifs d'aide aux entreprises et aux ménages mis en place par les gouvernements européens dans le cadre de l'épidémie de Covid-19 se concrétisait, l'économie mondiale a fait face à une accélération de l'inflation au cours de l'année 2022. Pour soutenir les ménages, les États européens ont pris de nouvelles mesures de dépenses publiques.

En moyenne dans l'Union européenne, le **déficit public** au sens des critères de convergence du

traité de Maastricht s'élève à 3,4 % du PIB (*graphique 3*), largement supérieur à son niveau pré-pandémie, bien qu'en baisse depuis 2020. L'Europe du Nord-Ouest présente la situation budgétaire la moins inconfortable, avec un déficit atteignant 2,3 % du PIB de la région. La Suède (excédent de 0,7 % du PIB) et le Danemark (excédent de 3,3 %) parviennent même à se rapprocher de leur situation d'avant crise. La France présente, quant à elle, le déficit le plus conséquent d'Europe du Nord-Ouest, à hauteur de 4,7 % de son PIB, proche de la moyenne des pays d'Europe du Sud (5,9 %). Hors Europe, le Royaume-Uni et les États-Unis affichent une situation similaire, avec des déficits publics atteignant respectivement 4,7 % et 5,5 % de leur PIB.

Ces différences budgétaires s'expliquent par la variabilité des réponses apportées par les gouvernements pour contrer l'inflation. Les mesures prises par les pays européens, toutes financées par l'endettement public, diffèrent dans leur mise en œuvre, certains États ayant fait le choix de restreindre le nombre de bénéficiaires ou l'exhaustivité de l'aide. Si le « bouclier tarifaire » français s'est avéré efficace pour soutenir les ménages, il s'est aussi révélé particulièrement coûteux (Jaravel, *et al.*, 2023).

Le fort accroissement des déficits publics entre 2020 et 2022 est responsable d'une aggravation marquée de la dette de tous les États européens (*graphique 4*). À la fin de l'année 2022, la **dette publique** des pays de l'UE-27 représente 85 % de leur PIB, contre 79 % en 2019, soit une hausse de 6 points en quatre ans.

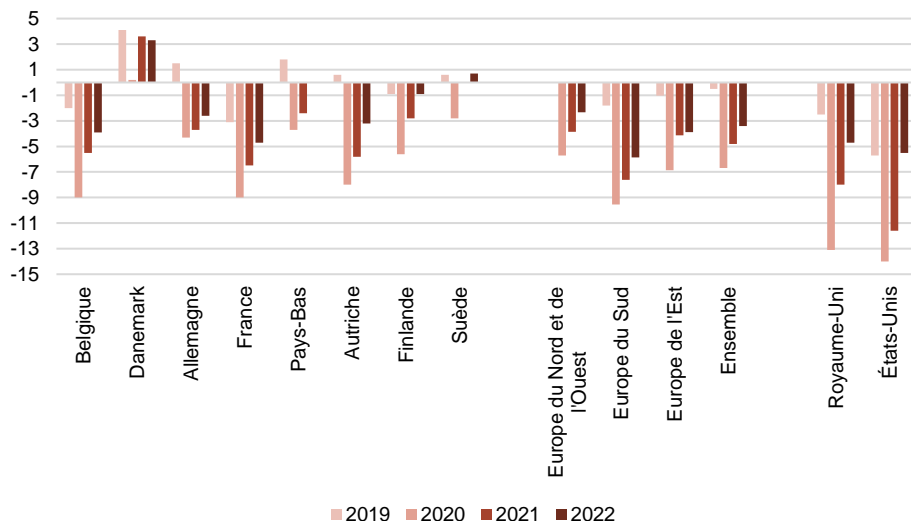
Les pays d'Europe du Sud sont les plus concernés par cette tendance, puisqu'ils ont vu leur dette s'accroître pour atteindre 130 % de leur PIB en 2022. En Europe du Nord-Ouest, la dette s'est creusée à hauteur de 75 % du PIB. Parmi les pays de la région, c'est la France qui présente la dette la plus conséquente avec 112 % de son PIB, devant la Belgique (105 %), l'Autriche (78 %) ou l'Allemagne (66 %).

Hors UE, les États-Unis et le Royaume-Uni ont également vu leur dette s'accroître depuis 2019, pour atteindre respectivement 122 % et 101 % de leur PIB en 2022.



Graphique 3 Évolution de la situation budgétaire des différents pays entre 2019 et 2022

En % du PIB



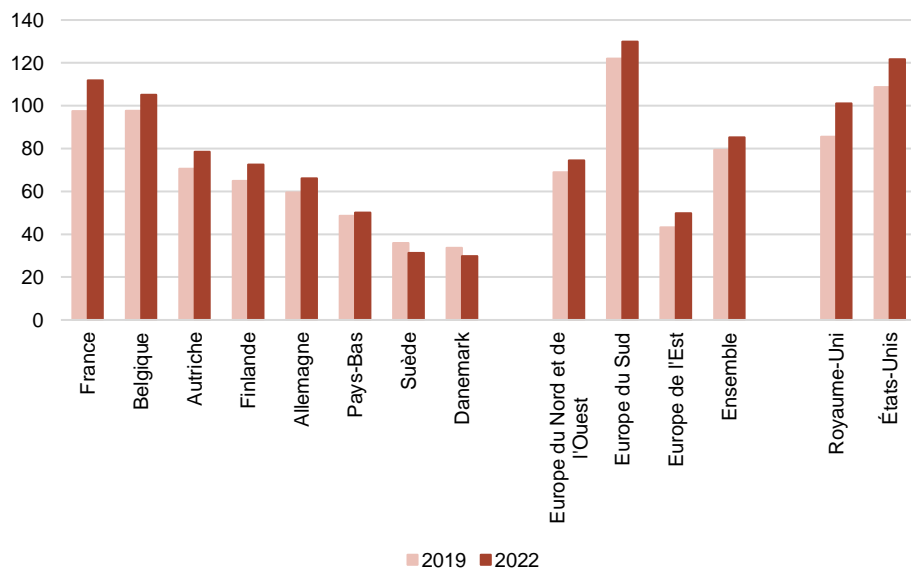
Note > Les régions d'Europe présentées sur ce graphique sont détaillées sur la carte 1.

Lecture > Au sein de l'Union européenne, le déficit des administrations publiques représente 4,8 % du PIB en 2021, et 3,4 % du PIB en 2022.

Sources > Eurostat, Office for National Statistics (RU), IMF World Economic Outlook April 2023.

Graphique 4 Dette publique en 2019 et 2022

En % du PIB



Note > Les régions d'Europe présentées sur ce graphique sont détaillées sur la carte 1.

Lecture > En 2022, la dette publique représente 112 % du PIB en France, contre 97 % en 2019.

Sources > Eurostat, Office for National Statistics (RU), IMF World Economic Outlook April 2023.



La situation des marchés du travail reste globalement dynamique

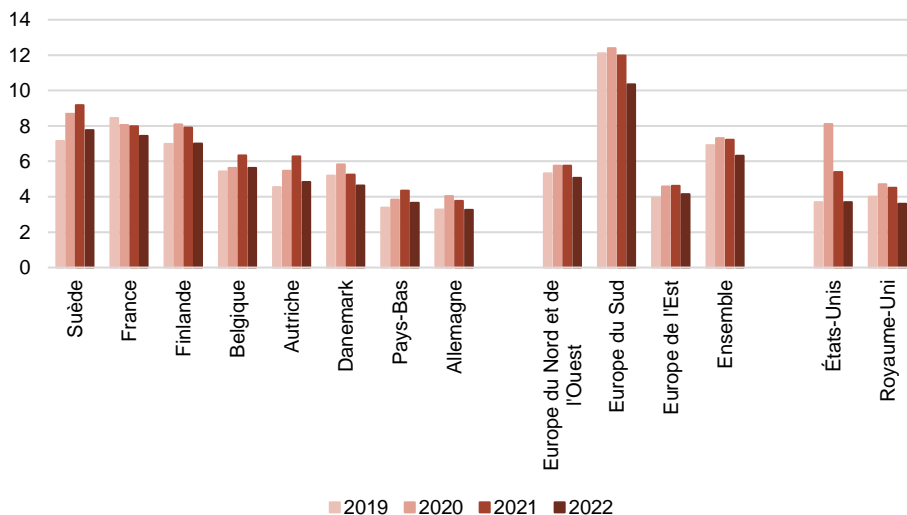
Le **taux de chômage** continue de décroître dans tous les pays d'Europe en 2022, après une hausse durant la crise sanitaire (*graphique 5*). En moyenne en Europe, il s'établit à 6,3 % de la population active en 2022, redescendant pour la première fois en dessous de son niveau d'avant crise (6,9 % en 2019). Le chômage reste élevé dans les pays d'Europe du Sud (10,4 % en moyenne en 2022) : l'Espagne et la Grèce présentent les taux les plus élevés de l'Union européenne avec respectivement 13,1 % et 12,8 % de chômeurs dans leur population active. Avec 5,1 % de chômeurs en moyenne en 2022, l'Europe du Nord-Ouest présente des situations contrastées : l'Allemagne (3,3 %) et les Pays-Bas (3,7 %) affichent des taux parmi les plus bas de l'Union européenne, tandis qu'en Finlande (7,0 %), en France (7,4 %) et en Suède (7,8 %), le taux de chômage reste élevé.

Un taux de pauvreté monétaire stable dans la quasi-totalité des pays d'Europe

Au niveau européen, le **taux de pauvreté monétaire** serait stable entre 2021 et 2022 (*graphique 6*). Les variations estimées, non significatives pour la majorité des pays de la région, ne dépasseraient pas 2 points de pourcentage (pp). En Grèce et en Croatie, le taux de pauvreté monétaire augmenterait significativement entre 2021 et 2022, mais la hausse est très faible : moins de 1 pp. En Italie, en Bulgarie et en Roumanie, le taux de pauvreté monétaire diminue en 2022. La baisse est là aussi limitée : moins de 0,5 pp en Italie et moins de 2 pp en Bulgarie et en Roumanie. ■

Graphique 5 Taux de chômage entre 2019 et 2022

En % de la population active, de 15 à 64 ans



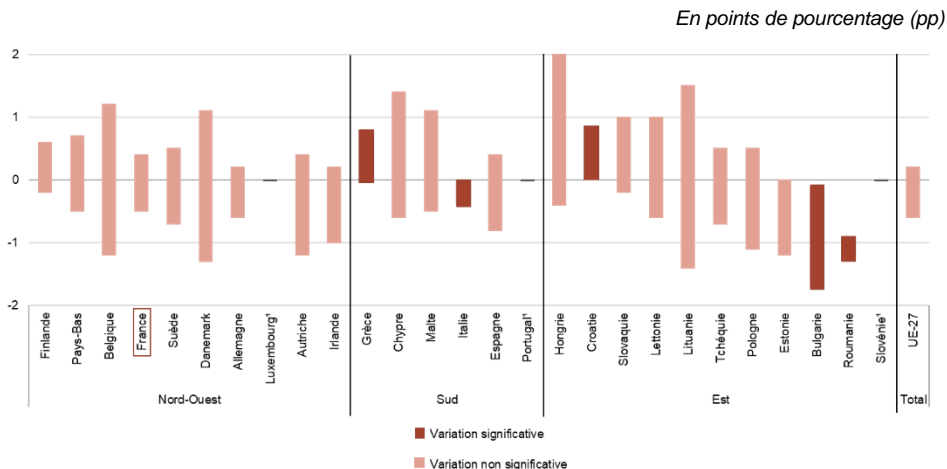
Note > Les régions d'Europe présentées sur ce graphique sont détaillées sur la carte 1.

Lecture > En 2022, le taux de chômage s'élève à 7,4 % de la population active de 15 à 64 ans en France.

Sources > Eurostat, OCDE.



Graphique 6 Évolution du taux de pauvreté monétaire entre 2021 et 2022, estimations précoces



1. Données non publiées par Eurostat.

Note > Ce graphique présente des intervalles de confiance (plus ou moins larges en fonction de la précision des données actuellement disponibles) pour chaque pays.

Lecture > Entre 2021 et 2022, le taux de pauvreté monétaire observé en France serait stable, c'est-à-dire que la variation du taux de pauvreté entre les deux années anticipée par le « *flash estimate* » d'Eurostat n'est pas significative.

Sources > Eurostat, Union européenne, Statistiques sur le revenu et les conditions de vie 2022 (estimations précoces pour l'année 2022 calculées via le modèle Euromod).

Pour en savoir plus

- > **Bourgeois, A., et al.** (2022, septembre). La flambée des prix de l'énergie : un effet sur l'inflation réduit de moitié par le « bouclier tarifaire ». Insee, *Insee Analyses*, 75.
- > **Grekou, Carl, et al.** (2022). Guerre en Ukraine : bouleversements et défis énergétiques en Europe. CEPii, *Policy Brief*, 37.
- > **Jaravel, X., et al.** (2023, juillet). Les politiques publiques au défi du retour de l'inflation. *Notes du conseil d'analyse économique*, 78, pp. 1-12.
- > **Karasapan** (2022, octobre). *Ukrainian refugees: Challenges in a welcoming Europe*. Brookings Institution. United States of America.
- > **Korosteleva** (2022, septembre). The Implications of Russia's Invasion of Ukraine for the EU Energy Market and Businesses. *British Journal of Management*, volume 33, issue 4.
- > **Quaglia, L., et al.** (2023, janvier) The COVID-19 pandemic and the European Union: politics, policies and institutions. *Journal of European Public Policy*, 30:4, pp. 599-611.